

Les crédits

Nous avons également proposé d'examiner un moyen de transport que les deux gouvernements ont envisagé à plusieurs reprises. Il s'agit du rail-bus qui pourrait être utilisé pour desservir les régions éloignées.

Notre dernière recommandation porte précisément sur les services dans les régions éloignées. Si ma mémoire est bonne, 45 millions de dollars par année sont consacrés à ces services. En réponse à une de mes questions au ministre et à M. Lawless, on nous a dit que les lignes reculées du pays, qui sont au nombre de neuf, sont imposées et doivent être nécessairement desservies.

Or, je me suis livré à de longues recherches juridiques sur cette question et j'ai constaté que les lignes reculées ne sont pas imposées. On a dit à une certaine époque que ces régions éloignées du pays n'étaient desservies par aucun autre mode de transport et qu'il leur fallait des trains de voyageurs.

Je soutiens donc que le gouvernement ne s'est pas documenté sur ces lignes reculées, car dans la situation actuelle, huit des neuf régions reculées sont desservies par un aéroport du ministère des Transports, par des routes et par des lignes d'autocar convenables. Il ne s'agit donc plus de lignes reculées. Mais nous continuons de dépenser 45 millions de dollars par année pour desservir ces régions.

Tout ce que je dis, c'est que cela exige un complément d'étude. Nous en revenons à la toute première recommandation libérale et à la recommandation du Comité des transports, d'après lesquelles il nous faut ce moratoire d'un an, ce délai, pour nous permettre d'analyser ces régions très fortes, afin d'élaborer un plan pour le maintien des trains de voyageurs au pays.

Je vois que j'arrive au bout de mon temps. Permettez-moi de mentionner tout simplement qu'il n'y a ni rime ni raison à la façon dont le gouvernement a décidé de fournir des trains de voyageurs dans le nord de l'Ontario. J'en reste là, et cela fera l'objet d'un nouvel examen plus tard.

En tout cas, sir John A. Macdonald, le plus célèbre conservateur du Canada, avait une vision, celle d'un pays uni d'un océan à l'autre. Quand je parle de John A. Macdonald et des chemins de fer, je ne parle pas d'absence de trains de voyageurs ou de compagnie aérienne. Ce qui manque au pays, c'est une conception, une vision des besoins de transport de tous les Canadiens; pas seulement de ceux qui habitent dans les régions à forte densité de population, car ces derniers ne souffriront pas beau-

coup s'ils sont desservis moins souvent par le train ou par l'avion.

Je parle au contraire de nos régions, du Canada atlantique, du nord de l'Ontario et de certains coins de l'Ouest, car à partir du 15 janvier, leurs habitants ne pourront plus emprunter un mode de transport tout à fait nécessaire au pays. Je suis persuadé que John A. Macdonald ne voulait pas que le pays soit dépourvu d'un réseau viable, parce qu'il voulait l'unité et la prospérité économique. C'est injuste pour l'ensemble des Canadiens et c'est injuste pour le Canada.

M. Belsher: Madame la Présidente, mon honorable collègue parle de la vision de sir John A. Macdonald et de l'unification du pays. Je voudrais lui rappeler qu'à l'époque où sir John A. Macdonald avait cette vision, nous n'avions pas de réseau routier d'un océan à l'autre. Les avions n'avaient pas encore été inventés. La seule façon efficace de voyager d'un bout à l'autre du pays était de prendre le train. Il a bien raison de le faire remarquer.

La proportion des gens qui faisaient des voyages interurbains par train à l'époque de sir John A. atteignait probablement 90 p. 100 ou davantage, tandis que de nos jours, une très faible proportion de gens font ce genre de voyages. Pourquoi n'en arrive-t-il pas à notre époque moderne et ne reconnaît-il pas les changements qui se sont produits dans notre pays?

Je me suis réjoui de l'entendre dire qu'on avait fait des dépenses en capital pour les nouvelles locomotives et ainsi de suite, mais il a omis de dire que le gouvernement continuait à dépenser pour l'amélioration du matériel, pour l'électrification des wagons en acier inoxydable, par exemple. Cela figure au budget de VIA Rail pour les mois à venir.

L'opposition voudrait donner l'impression que nous avons coupé les vivres à VIA Rail, mais rien ne pourrait être plus faux. Nous réduisons le montant des fonds destinés à VIA Rail parce que nous éprouvons un sérieux problème dans notre pays. J'aimerais que l'opposition commence à le reconnaître et essaie de contribuer à faire comprendre que nous devons mettre un frein aux dépenses excessives du gouvernement du Canada. Voilà à quoi se résume notre problème.

M. Comuzzi: Madame la Présidente, il est intéressant de noter que mon honorable collègue a signalé l'absence de certains modes de transport à l'époque dont nous parlons. J'ai passé une soirée très intéressante vendredi dernier, au Old Fort de Thunder Bay, endroit qui représente fidèlement le Canada de la fin du XVIIIe siècle. On y rappelle la grande époque du commerce des fourrures